

Date : 26/09/2023

RFPS- 9185764

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF) EN MAURITANIE

Lance une demande de proposition pour une analyse de la situation des enfants et adolescents handicapés et de leurs besoins de scolarisation

Cette consultation est ouverte et s'adresse à tous les cabinets nationaux ayant une expérience pertinente dans le domaine.

IMPORTANT – INFORMATION ESSENTIELLE

1. Les propositions seront envoyées uniquement par courriel à l'adresse : **mtaappeldoffres@unicef.org**
Au plus tard 17 octobre 2023 à 14h00 GMT, la date et l'heure d'envoi faisant foi.

2. Les propositions reçues après la date et l'heure stipulées ne seront pas considérées.
Veillez bien noter que les propositions techniques et financières seront envoyées séparément.

Les instructions sont comme suit :

Les offres financières devront être envoyées protégées par un code d'accès qui vous sera réclamé à la suite des résultats de l'évaluation des offres techniques.

Il est important de lire toutes les dispositions du dossier d'appel d'offre, pour assurer la meilleure compréhension des conditions requises par l'UNICEF et pouvoir présenter une offre en conformité et complète avec TOUTES LES PIECES DEMANDEES. Notez qu'à défaut d'être en conformité, toute offre pourra être invalidée.

Préparée par :

Prosper Akpabla

L'équipe Supply

SECTION A : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

A.1 Objectif

Le présent appel d'offres a pour objectif principal de fournir des données et des informations qualitatives et quantitatives sur la situation des enfants handicapés et établir une cartographie des interventions dans la prise en charge de ces enfants et adolescents en Mauritanie.

A.2 Demande d'information complémentaire

Toute demande de clarification ou d'information concernant ce dossier d'appel d'offre devra être adressée par écrit avant la date du **10 Octobre 2023 à 12h00** à mtaappeldoffres@unicef.org

L'UNICEF répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements relative au dossier d'appel d'offre qu'elle aura reçue.

A.3 Contenu des réponses

Le soumissionnaire doit fournir assez d'information en réponse à chaque section de ce dossier d'appel d'offre afin que les équipes d'évaluation de l'UNICEF puissent faire une évaluation correcte et juste de la structure et de sa capacité. Les instructions dans la Section A de ce document (INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES) doivent être scrupuleusement respectées au risque de voir la soumission rejetée.

A.4 Conformité des propositions

Toute proposition qui ne répondrait pas explicitement aux exigences du présent dossier d'appel d'offre sera rejetée pour non-conformité, sans préjudice pour l'UNICEF.

A.5 Soumission des propositions

A. Présentation des propositions

Tel que détaillé sur la page de couverture de ce document :

- Les propositions seront uniquement par courriel à l'adresse : mtaappeldoffres@unicef.org
- Au plus tard le 17 octobre 14h00 GMT, la date et l'heure d'envoi faisant foi.
- Les propositions reçues après la date et l'heure stipulées, ne seront pas considérées.
- Les offres techniques et financières doivent être envoyés séparément comme indiqué ci-dessus (voir instruction).

Contenu des propositions

La proposition doit être faite suivant les instructions contenues dans ce dossier d'appel d'offres. Elle est constituée des documents listés dans le dossier d'appel d'offres, il est inutile de renvoyer le texte du dossier. Les réponses à ce dossier devront contenir :

1. La proposition technique suivant les termes de référence :

- Proposition Technique **RFPS- 9185764**

Cette proposition contiendra tous les documents demandés dans les Termes de Référence de ce dossier d'appel d'offres.

Aucune information financière liée aux coûts des prestations ne devra apparaître dans cette proposition technique sous peine d'élimination.

2. La proposition financière

- Proposition financière **RFPS 9185764**

Cette proposition financière donnera une répartition précise des rubriques et du montant de la soumission.

Pour tout fournisseur n'ayant jamais eu de contrat ou de LTA avec l'UNICEF, il est fortement recommandé de s'inscrire sur le site [ungm.org](https://www.ungm.org) et de fournir leur numéro d'enregistrement. <https://www.ungm.org/>

A.6 Modifications des propositions

- Aucune proposition ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des propositions
- Avant la date de clôture de la réception des offres, les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur proposition après notification écrite reçue par l'UNICEF.
- Le courriel de retrait/modification devra indiquer **RFPS- 9185764** Le courriel devra aussi indiquer la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT »
- Une négligence de la part du soumissionnaire ne lui confère aucun droit pour le retrait de la proposition après l'ouverture.
- L'UNICEF se réserve le droit d'écarter toute proposition présentant des effacements, ratures, surcharges, mentions complémentaires ou modifications portées principalement sur les textes originaux de l'ensemble des documents du DOSSIER D'APPEL D'OFFRE.

A.7 Ouvertures des propositions

L'UNICEF établira le procès-verbal sur le déroulement de l'ouverture des propositions en présence d'un témoin non impliqué dans le processus d'achat.

A.8 Erreur dans la proposition et correction

Il est attendu que les soumissionnaires examinent soigneusement leurs propositions et toutes les instructions concernant la prestation ou la proposition et de s'assurer que les montants sont corrects.

A.9 Eclaircissements à apporter aux propositions

La demande d'éclaircissements sur une proposition et la réponse qui lui est apportée seront formulées par courriel et aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, sauf si cela est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'UNICEF lors de l'évaluation des soumissions.

A.10 Droits d'UNICEF

L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, quelle qu'elle soit. L'UNICEF se réserve le droit d'annuler la procédure de dossier d'appel d'offres et d'écarter toutes les propositions, à un moment quelconque avant l'attribution des marchés, sans recours de responsabilité quelconque vis-à-vis du ou des soumissionnaires concernés et sans être tenu d'informer le ou les soumissionnaires affectés des raisons de sa décision. L'UNICEF ne pourra pas être retenu responsable des dépenses que les soumissionnaires auront engagées pour préparer leurs réponses au dossier d'appel d'offres.

A.11 Répartition du marché

Le marché peut être attribué à une seule société / un seul cabinet.

A.12 Propriété d'UNICEF

Pour ce dossier d'appel d'offres, les demandes d'informations supplémentaires ainsi que les réponses et les propositions envoyées sont considérées la propriété d'UNICEF. Tout le matériel soumis en réponse à ce DOSSIER D'APPEL D'OFFRE restera à l'UNICEF.

A.13 Devise de la proposition

Les coûts de la proposition financière devront être calculés et apparaître en OUGUIYA (MRU). Soumissionner dans toute autre devise que celles indiquées dans le dossier d'appel d'offres annulera l'offre de proposition soumise.

A.14 Langue de la proposition

Le Français est la seule langue acceptée pour ce dossier d'appel d'offres.

A.15 Evaluation des propositions

Les propositions seront évaluées par une commission composée de membres de l'UNICEF. Cette évaluation sera limitée au contenu des propositions et des pièces jointes. Les décisions de la commission seront prises sur la base des critères édictés dans ce dossier d'appel d'offres et ne souffriront d'aucune ingérence extérieure.

L'évaluation des propositions par la commission est effectuée au moyen d'un processus en trois étapes telles que décrit ci-dessous :

a. Contrôle préliminaire

Cette étape portera sur les critères suivants qui permettront à UNICEF de déterminer la conformité de la proposition par rapport aux termes et conditions de forme du dossier d'appel d'offres.

Les propositions sont faites suivant les instructions du point A5.

Une proposition jugée non conforme à l'un des critères ci-dessus sera rejetée et ne sera pas considérée pour une évaluation technique.

b. Evaluation technique

Cette étape examinera la compétence technique du soumissionnaire selon les critères ci-dessous.

Les critères de notation des offres techniques sont résumés dans le tableau suivant :

#	Critères d'évaluation de l'offre technique		Note maximale (PTS)
1	Expertise du cabinet (20 points)	Organisation d'activités similaires, diagnostic de la situation socio-économiques et des facteurs d'inclusion scolaire pour les enfants et les adolescents, cartographie des interventions pour les enfants handicapés, conception des outils de prise en charge des enfants handicapés dans de domaine de l'éducation et de la protection sociale Soit N le nombre d'activités réalisées • Pour $N \leq 2$: 5 points • Pour $2 < N \leq 4$: 10 points ; Pour $N > 4$: 20 points	20
2	Méthodologie, chronogramme et plan de rédaction du manuel, compréhension des TDRs	Compréhension des TDR (éléments renforçant les TdRs : faiblesses relevées, Orientations et exemples qui renforcent les TdRs et la compréhension du sujet) 10 points Méthodes et approches proposées (description claire de la démarche ou du Processus avec étapes/activités clés et produits), Organisation du travail (plan de travail et chronogramme) 15 points	25
3	Evaluation de l'équipe proposé pour la mission (30 points)	L'équipe doit composer des experts avec les profils suivants : Un Chef d'équipe spécialiste des sciences sociales, statistique ou économétrie ou autre domaine connexe. (Bac + 5 au minimum), expérience de 5 ans minimum (N) Diplôme et expérience dans le domaine 20 points Années d'expérience : - Si $N \geq 5$, 20 points - Si $N < 5$, ≥ 15 points - Si $N < 2 = 5$ pts Autres experts membres de l'équipe (10 pts) Un (e) expert national (e) associé : Mater en Sociologue, anthropologue, spécialiste en éducation, ou un domaine apparenté de niveau Master ayant une expérience d'au moins 3 ans dans l'analyse des vulnérabilités Années d'expérience : - Si $N \geq 3$, 10 points - Pour $N < 2 \geq 5$ points - Pour $N > 1$, 2 points	30
Total			75

La note minimale requise pour être admissible à l'évaluation financière est 50/75

Pour que l'offre soit considérée comme recevable, le soumissionnaire devra répondre aux exigences du règlement général de l'UNICEF et aux conditions particulières suivantes :

Être une entreprise légalement établie sur le territoire de la République Islamique de la Mauritanie

- Copie registre de commerce,
- Numéro d'Identification Fiscale,
- Attestation CNSS,
- Attestation fiscale du trésor public.

Les propositions techniques obtenant le score technique (St) de 50 points ou plus seront considérées techniquement acceptables et leurs propositions financières seront ouvertes. Les propositions techniques en-dessous de 50 points seront écartées de la suite du processus.

- Evaluation technique (75%) :

Les Cabinets intéressés feront une proposition d'offre technique (incluant la compréhension des termes de référence, la méthodologie et le chronogramme détaillés et le plan de rédaction du rapport). Cette proposition servira de base pour la sélection du prestataire de services.

Seuls les cabinets ayant obtenu une note minimale de 50 points à l'évaluation technique seront retenus pour l'étape suivante de l'évaluation financière. La sélection du cabinet sera basée sur le principe du "meilleur rapport qualité-prix". Par conséquent, Les candidats doivent indiquer leurs frais tout compris pour les services à fournir.

- Evaluation financière (25%) :

L'offre du moins-disant sera attribuée la note de 25 points. Les notes respectives des autres soumissionnaires seront calculées de la façon suivante :

$25 \times (\text{Montant de l'offre du moins-disant} / \text{Montant de l'offre du soumissionnaire évalué})$.

Le résultat constituera la note d'évaluation financière à attribuer aux soumissionnaires respectifs ayant franchi l'évaluation technique.

- Evaluation finale :

La note de l'évaluation finale sera la somme des évaluations technique et financière et sera calculée comme suit :

Note fournisseurs = Note technique + Note financière.

Le cabinet ou l'équipe de consultants candidat ou la candidate ayant obtenu la meilleure note finale sera retenu pour la consultance. L'offre financière sera analysée et éventuellement négociée dans les limites budgétaires disponibles avec le soumissionnaire ayant eu la meilleure note finale.

c. Evaluation financière

La proposition financière doit prendre en compte tous les frais pour la bonne exécution de la prestation.

Les Propositions Financières seront ensuite évaluées. Le total de points possible est de 25 points. Le maximum de points sera donné à la proposition la moins chère qui a été ouverte et comparée aux autres soumissionnaires qui ont atteint le score nécessaire dans l'évaluation de la proposition technique. Toutes les autres propositions financières recevront les points de façon inverse à la Proposition la mieux-disante.

La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante : $S_f = 0.25 \times F_m / F$, S_f étant le score financier, ' F_m ' la proposition la mieux-disante et ' F ' représente le montant de la proposition considérée

Les coûts de la proposition financière devront être calculés et apparaître en Ouguiya (MRU).

En règle générale, les marchés de l'UNICEF comme ceux du système commun des Nations Unies sont hors taxe. Les prix unitaires du tableau de proposition financière seront hors taxes.

a. Evaluation combinée

Les propositions sont classées en fonction de leurs scores technique (S_t) et financier (S_f) combinés avec une note globale égale à $S = S_t + S_f$.

A.16 Attribution du marché

Le processus est ensuite révisé par le Comité de Révision des Contrats d'UNICEF Mauritanie (CRC) si besoin, pour recommandation au Représentant pour validation.

Le soumissionnaire ayant obtenu le score technique le plus élevé et qualifie le moins disant se verra attribuer un contrat pour exécution de la prestation par l'organisation.

A.17 Calendrier des paiements

Les paiements se feront sur présentation des factures des prestations exécutées libellés en Ouguiya.

A.18 Liquidation des dommages

Pour des retards d'exécution de prestation non préalablement négociés et expressément acceptés, l'UNICEF sera habilitée à réclamer une liquidation de dommages et à déduire par jour de retard 0.05% de la valeur des articles/services conformément au Bon de Commande/Contrat, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur de l'achat. Tout problème émanant d'une qualité inférieure ou de non-conformité aux spécifications sera évalué et résolu indépendamment. Le paiement ou la déduction de la liquidation de dommages ne libère pas le fournisseur de ses autres obligations ou engagements conformément au Bon de Commande/Contrat.

A.19 Corruption ou manœuvres frauduleuses

S'il existe des raisons irréfutables portant à croire que l'Entreprise s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses au cours de l'attribution ou de l'exécution du Marché, UNICEF Mauritanie peut, quinze (15) jours après le lui avoir notifié, résilier le Contrat et les dispositions des paragraphes ci-après sont applicables de plein droit.

Aux fins de ce paragraphe, les termes ci-après sont définis comme suit :

- (i) est coupable de “**corruption**” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un staff de UNICEF Mali au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un Marché, et
- (ii) se livre à des “**manœuvres frauduleuses**” quiconque déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un Marché de manière préjudiciable à UNICEF Mauritanie. “Manœuvres frauduleuses” comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des Soumissionnaires (avant ou après la remise de la proposition) visant à maintenir artificiellement les prix des propositions à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d’une concurrence libre et ouverte, et à priver UNICEF Mauritanie des avantages de cette dernière.

UNICEF Mauritanie rejettera une proposition d’attribution s’il est avéré que l’Attributaire proposé est coupable de corruption ou s’est livré à des manœuvres frauduleuses pour l’attribution de ce Marché.

UNICEF Mauritanie exclura une entreprise indéfiniment ou pour une période déterminée de toute attribution de Marchés sous sa responsabilité, s’il est établi à un moment quelconque, que cette Entreprise s’est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution d’un Marché sous sa responsabilité.

SECTION B : DISPOSITIFS SPECIFIQUES A LA CONSULTATION

Tout soumissionnaire doit remplir les conditions de la liste ci-après :

1. Statut Légal :

- ☐ Copie du registre du commerce ;
- ☐ Numéro d’Identifiant Fiscal (NIF) ;
- ☐ Attestation de CNSS ;
- ☐ Coordonnées téléphoniques, fax, adresse électronique, GPS (si possible) ;

2. Capacité Financière :

- ☐ Coordonnées bancaires de la Société ;

3. Expérience et Expertise :

- ☐ Liste des prestations similaires réalisées ;
- ☐ Attestations de bonne fin, preuves d’expertise et particulièrement avec les organisations gouvernementales, internationales/ NU/ ONGs. Pour les projets en cours, fournir les copies de contrat.

ANNEXES

- ✓ ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCES
- ✓ ANNEXE 2 : REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES FORM
- ✓ ANNEXE 3 : CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS INSTITUTIONNELS DE L’UNICEF

ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCES

Analyse de la situation des enfants et adolescents handicapés et de leurs besoins de scolarisation

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le rapport mondial sur le handicap (OMS & Banque Mondiale)¹ révèle que les taux de prévalence du handicap modéré à sévère les plus élevés au monde se trouvent dans la région Afrique, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, et notamment chez les enfants entre 0 et 14 ans (1.2% de taux de prévalence pour les filles comme pour les garçons).

Ainsi, l'expression « personnes vivant avec handicap » désigne selon la Convention internationale du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées « les personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres ».

La convention relative aux droits des personnes handicapées (DDHP) souligne que :

- « Les Etats Parties prennent toutes mesures nécessaires pour garantir aux enfants handicapés la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres enfants » (Article 5)
- « Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit sans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les États Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation » (Article 24)
- « Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à la protection sociale et à la jouissance de ce droit sans discrimination fondée sur le handicap et prennent des mesures appropriées pour protéger et promouvoir l'exercice de ce droit. » (Article 28)

Quant à la convention relative aux droits de l'enfant (1989), elle reconnaît notamment

- i. « Les États Parties prennent toutes mesures nécessaires pour garantir aux enfants handicapés la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, sur la base de l'égalité avec les autres enfants » (Article 7) ;
- ii. « Les États Parties prennent toutes mesures législatives, administratives, sociales, éducatives et autres mesures appropriées pour protéger les personnes handicapées, à leur domicile comme à l'extérieur, contre toutes formes d'exploitation, de violence et de maltraitance, y compris leurs aspects fondés sur le sexe » (Article 16).
- iii. « Les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité » (Article 23).

Les enfants en situation de handicap ont plus de risques d'être exclus de l'éducation et sont de ce fait confrontés à de sérieux obstacles pour recevoir l'éducation qu'ils méritent. Selon le rapport global UNICEF 2021, les enfants handicapés sont plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les enfants non handicapés. Les taux de non-scolarisation augmentent au cours de l'enseignement secondaire et sont plus élevés chez les enfants en situation de handicap multiples ou sévères.

Bien que les enfants ayant des troubles fonctionnels peuvent dans un premier temps entrer à l'école, ils ont moins de chances de progresser au même rythme que leurs camarades et sont plus

¹ 3 http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/accessible_fr.pdf?ua=1

susceptibles d'abandonner l'école. L'environnement scolaire classique n'est pas toujours adapté aux enfants en situation d'handicap, ce qui demande un énorme effort parental et sociétal pour leur permettre d'y accéder et s'y maintenir. Par ailleurs, le temps requis pour l'encadrement de ces enfants ainsi que l'environnement approprié diffèrent bien du besoin des enfants sans handicap. Ils exigent des encadreurs plus d'attention et ont des besoins spécifiques en matière de santé et d'hygiène qui nécessitent plus de suivi à l'école.

Il convient de noter que la Mauritanie a adopté, le 23 novembre 2006, l'Ordonnance n° 2006-043 relative à la promotion et à la protection des personnes handicapées. Constituée de 60 articles, cette ordonnance, prise avant l'accession du pays à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, est extrêmement lacunaire sur le plan de la garantie d'un certain nombre de principes fondamentaux intrinsèquement liés aux droits et à la dignité des personnes handicapées.

Parmi les droits garantis dans ce texte, on peut citer le droit à une « Carte de personne handicapée », avec « des droits et à des avantages en matière d'accès aux soins, de réadaptation, d'aides techniques, d'éducation, de formation, d'emploi, de transport ainsi qu'à tout autre avantage susceptible de contribuer à la promotion des handicapés ». Le texte donne aussi des garanties d'accès aux soins pour les personnes en situations d'handicap.

Les élèves handicapés titulaires de la carte de personne handicapée bénéficient d'un droit de priorité pour l'obtention de bourses d'études, ainsi que l'exonération des droits d'inscription dans toutes les institutions publiques. (Article 39).

Les élèves et étudiants handicapés, titulaires de la carte de personne handicapée, poursuivant des études, quel que soit le cycle, dans des institutions privées, bénéficient d'une réduction sur les frais de scolarité (Article 40).

Malgré cet engagement, des milliers d'enfants handicapés sont exclus de l'enseignement formel et livrés à eux même faisant partie ainsi du grand nombre d'enfants en âge scolaire hors de l'école et qui tourne autour de 42% (pour la tranche d'âge de 6-11 ans...). La plupart des enfants en situation d'handicap restent tout simplement à la maison ou étudient chez eux en raison, entre autres, de l'offre non inclusive dans les écoles. Ces dernières ne disposent pas des infrastructures ni du matériel appropriés et les enseignants n'ont pas reçu la formation nécessaire pour comprendre les besoins de ces enfants et adapter leurs méthodes d'enseignement en conséquence.

L'UNICEF met un point d'honneur sur la prise en compte des enfants à besoins spécifiques à la promotion d'une éducation inclusive de qualité et l'appui aux enseignements spécialisés. Ainsi que dans son plan de travail annuel 2023, le Programme Education a planifié des interventions devant concourir à l'offre éducative inclusive en Mauritanie. Ceci est supporté également par le Document du prochain Programme de Coopération (2024-2027) avec le gouvernement mauritanien qui prévoit un appui spécial en termes de promotion de l'offre et de plaidoyer auprès du gouvernement pour garantir un apprentissage inclusif. C'est dans cette optique que le Programme de protection sociale pour la résilience au Sahel de l'UNICEF, dans une approche intersectorielle, compte lancer une première action pilote dans les sites où le programme de cash transfert vise la population vulnérable et apportera un complément de services sociaux de base dont l'éducation et une promotion de comportements positifs et résilients. Ce qui implique la réalisation d'une analyse situationnelle du handicap notamment chez les enfants et adolescents.

II- OBJECTIFS

2.1. Objectif général

L'objectif général de cet état des lieux est de fournir des données et des informations qualitatives et quantitatives sur la situation des enfants handicapés et établir une cartographie des interventions dans la prise en charge de ces enfants et adolescents en Mauritanie.

L'analyse va aussi permettre au Gouvernement, aux acteurs intervenant dans le domaine du handicap et aux Partenaires Techniques et Financiers de disposer d'informations descriptives et analytiques sur les enfants handicapés et leur prise en charge en Mauritanie pour mieux

comprendre les barrières à la réalisation de leurs droits à accéder à des offres éducatives. En outre, l'analyse devrait permettre d'estimer le coût des biens et services nécessaires pour assurer une participation dans la communauté et un accès à l'éducation équitable des enfants en situation de handicap.

2.2 Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agit de :

- I. Analyse de la situation socio-économiques et des facteurs d'inclusion scolaire :
 - a) Procéder à l'analyse de la revue documentaire sur les enfants handicapés ;
 - b) Collecter les données et analyser les caractéristiques socio-démographiques, des enfants et adolescents en âge d'aller à l'école et qui sont en situation de handicap, à partir de base de données du registre social et des autres systèmes d'information disponibles ;
 - c) Identifier les besoins d'éducation et de formation des enfants handicapés par catégorie ;
 - d) Estimer le coût des biens et services nécessaires pour assurer une participation dans la communauté et un accès à l'éducation équitable des enfants en situation de handicap.
 - e) Identifier les barrières physiques, sociales et économiques qui entravent l'accès des enfants handicapés à l'éducation
 - f) Procéder à une analyse qualitative de la situation du handicap à partir des zones ciblées : (i) les différentes perceptions des acteurs locaux y compris les parents et familles sur le handicap des enfants et leurs droits à accéder aux offres éducatives et (ii) les histoires des enfants en situation de handicap sur leurs conditions de vie

- II. Prise en charge des enfants et perception des acteurs :
 - g) Faire le point des actions de prise en charge des enfants handicapées dans de domaine de l'éducation et de la protection sociale, y compris les loisirs et la participation ;
 - h) Analyser le rôle des familles dans la promotion de l'inclusion éducative et leur implication dans le processus éducatif.
 - i) Faire une cartographie au niveau national des structures existantes (inclusives et spécialisées) pour la prise en charge des enfants et adolescents handicapés ;
 - j) Examiner les politiques et les cadres législatifs en place pour soutenir les enfants handicapés et leur famille, y compris l'éducation inclusive
 - k) Proposer des mesures et des stratégies pour une meilleure prise en charge des enfants et adolescents

III- RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu de cette analyse situationnelle des enfants et adolescents handicapés des informations descriptives et analytiques sur la prise en charge des enfants handicapés de même que sur les conditions d'accès aux services de base et des propositions de mesures et stratégies en vue d'une meilleure programmation des interventions en faveur des enfants handicapés. Au terme de cette mission :

- L'analyse de la revue documentaire sur les enfants handicapés est réalisée ;
- Les données sur les enfants et adolescents handicapés en âge d'aller à l'école tirées de la banque de données du registre social sont analysées ;
- Les caractéristiques socio-démographiques des enfants handicapés en Mauritanie sont connues
- L'analyse qualitative de la situation du handicap à partir des zones ciblées est réalisée : (i) les différentes perceptions des acteurs locaux y compris les parents et familles sur le

handicap des enfants et leurs droits à accéder aux offres éducatives et (ii) les histoires des enfants en situation de handicap sur leurs conditions de vie

- Les besoins d'éducation et de formation des enfants et adolescents handicapés par catégorie sont identifiés ;
- Les actions de prise en charge des enfants handicapés dans le domaine de l'éducation et de la protection sociale, y compris les loisirs et la participation sont déterminées et analysées ;
- Les principaux défis et obstacles à l'éducation inclusive des personnes handicapées sont identifiés ;
- Le coût des biens et services essentiels nécessaires pour assurer une participation dans la communauté et un accès à l'éducation égal enfants en situation de handicap ;
- La cartographie au niveau national des structures existantes (inclusives et spécialisées) pour la prise en charge des enfants et adolescents handicapés est faite ;
- Les mesures et des stratégies pour une meilleure prise en charge des enfants et adolescents sont identifiées.
- Des recommandations pour améliorer les politiques, les pratiques et les programmes de protection sociale et d'éducation inclusive sont formulées

IV- DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche suivante qui qu'indicative est proposée pour organiser les travaux et avoir des résultats de qualité. Elle ne remplace pas la définition de la méthodologie détaillée qui doit être développée par un cabinet (national ou international) retenus. Elle comprendra la revue de la littérature sur les enfants handicapés et leur prise en charge, la cartographie des interventions en faveur de leur prise en charge.

4-1 Les différentes étapes

Etape 1 : Conception et Préparation de l'étude

A cette étape les différents outils développés, la méthodologie et le chronogramme détaillés du déroulement de la mission seront élaborés par le cabinet de consultance et validés par l'équipe de supervision d'un comité de pilotage de l'étude : MASEF, Ministère en charge de l'éducation, UNICEF (section Education et Politique Sociale)

Etape 2 : Collecte des données

Cette étape se réalisera selon la méthodologie arrêtée principalement par le cabinet de recherche / et l'équipe de supervision. Le travail se fera comme suit : (i) une revue documentaire ; (ii) une récupération des données du registre social (iii) réalisation des focus groupes et des interviews des responsables à divers niveaux (parents, enfants, membres de la communauté, autorités politico-administratives au niveau central, décentralisé et local, les acteurs de la Société Civile et des PTF et (iv) des collectes de données sur le terrain pour combler les éventuels gaps en matière de données qualitatives et quantitatives

Etape 3 : Traitement, analyse des données et production des rapports de la situation des enfants et adolescents handicapés

A cette étape, il s'agira d'organiser les travaux de traitement et analyses des données collectées qualitatives et quantitatives. Entre autres sources de données, il sera mis à la disposition du cabinet la base de données tirée du registre social. Les cadres du Ministère de l'Education Nationale et de la Réforme du Système Educatif formés sur la planification basée sur la prise en compte du handicap seront impliqués de même que l'Unité PM&E du bureau UNICEF.

4-2 Description des activités

- Revue de la littérature et compilation d'informations suivies de l'identification des lacunes relativement au droit des enfants handicapés en Mauritanie. La revue de la littérature doit synthétiser les données et les informations disponibles afin de fournir un aperçu de la situation actuelle des enfants handicapés et identifier les obstacles à l'inclusion sociale dans le domaine de l'éducation (environnemental, institutionnel, attitudes etc.)

- Entrevues et des discussions de groupes avec les parties prenantes (y compris les gouvernements et les organisations non gouvernementales liés aux personnes handicapées, les groupes vulnérables, les prestataires de services etc.) ; cartographie de l'état des offres éducatives afin de comprendre les obstacles à l'accès à l'école et aux apprentissages.
- Analyse avancée des données du registre sociale et des autres systèmes d'informations disponibles, comparant la situation socioéconomique des enfants en situation de handicap et leur foyer avec ceux sans handicap
- Discussion de groupes (Focus Groups Discussions) et interviews avec les parties prenantes (gouvernement, organisations non gouvernementales, les communautés, les prestataires de services, parents et enfants handicapés et non handicapés) pour identifier les pratiques en vigueur, les connaissances, les attitudes et les pratiques à l'égard des enfants et adolescents handicapés ; et les coûts des biens et services essentiels nécessaires pour assurer une participation dans la communauté et un accès à l'éducation égal enfants en situation de handicap
- Analyses qualitatives des données
- Présentation des recommandations très précises sur l'amélioration de l'accès à l'éducation, et de participation dans les zones ciblées. En outre, identifier les questions de recherche spécifiques qui pourraient bénéficier d'une enquête plus approfondie au niveau national.

V- PROFIL ET TACHES DU CABINET

5.1 - Profil de l'équipe en charge de l'analyse

Le cabinet devra mobiliser une équipe d'experts diversifiée.

Le chef d'équipe (Expert principal) devra travailler avec d'autres compétences nécessaires pour la réalisation complète de l'étude. La composition de l'équipe sera reflétée dans la soumission faite par le cabinet de consultance.

L'analyse situationnelle sera réalisée par une équipe de préférence composée de :

- a) Un chef d'équipe (Team Leader):
 - Il/elle devra justifier d'une bonne expérience en matière d'appui à la mise en place des stratégies publiques ou de planification basée sur la prise en compte du handicap,
 - Il devra être titulaire d'un Master en statistiques, sciences sociales et fort d'au moins cinq (5) ans d'expérience professionnelle, Il/elle devra :
 - Spécialiste des sciences sociales, statistique ou économétrie ou autre domaine connexe. Il/elle devra avoir une expérience d'au moins 5 ans dans la réalisation d'études/analyses similaires et particulière celle liée aux enfants handicapés.
 - Avoir une bonne connaissance dans le domaine de l'inclusion sociale ;
 - Avoir une compétence dans la collecte et l'interprétation des données qualitatives et quantitatives ;
 - Avoir une maîtrise du français ; la connaissance des langues locales serait un atout ;
 - Être familier avec les Nations Unies et les programmes de l'UNICEF serait un atout.
- b) Un (e) expert associé(e) national (e) : Sociologue, anthropologue, spécialiste en éducation, ou un domaine apparenté de niveau Master ayant une expérience d'au moins 3 ans dans l'analyse des vulnérabilités
 - Il (elle) doit avoir de bonnes capacités rédactionnelles.
 - Les membres de l'équipe doivent avoir des compétences avérées dans la conduite des entretiens semi structurés, structurés et de groupes ainsi que l'analyse et traitement des données statistiques (SPSS ou STATA).
 - L'équipe doit avoir es compétences pour faire l'analyse des couts du handicap

5-2 Produits et tâches du cabinet

Produits

Il est attendu du cabinet :

- Une note de cadrage :

Le cabinet doit soumettre une brève note de cadrage dans les 2 semaines suivant la signature du contrat, décrivant un plan de travail détaillé, la méthodologie et les grandes lignes du rapport final, à partir d'une banque de données du registre social. La note doit comprendre aussi Les protocoles d'enquête pour l'état des lieux et les guides d'entretiens, les questionnaires pour a) les discussions de groupe et b) des entretiens avec des informateurs clés et c) les enquêtes auprès des ménages. Le rapport final élaboré et soumis à l'UNICEF, en partenariat avec le ministère de l'éducation.

Un rapport d'étape, qui doit répondre aux questions clés figurant dans la partie de la méthodologie afin de fournir des informations clés sur la situation des enfants handicapés relativement aux connaissances, attitudes et pratiques, a l'accès aux services de l'éducation et de protection sociale. Les copies électroniques desdits documents devront être fournies à l'UNICEF. Il s'agit des outils de collecte de données, les données brutes de l'enquête, les tableaux d'analyse, les syntaxes d'analyses statistiques, les témoignages recueillis, la liste des interviewés, le matériel de dissémination, les photos, etc.

Un rapport final et une présentation Powerpoint pour le comité de pilotage de l'étude, qui sera mis en place

Une note de plaidoyer pour faire avancer l'agenda relatif à l'inclusion sociale des enfants en situation d'handicap (5 pages maximum)

Tâches :

De façon indicative, pour conduire à bien l'étude, les experts auront entre autres à faire ce qui suit :

L'expert Principal (chef d'équipe) :

En tant que chef d'équipe, a pour tâches de :

- a) Recueillir les données du registre social,
- b) Collecter la documentation existante sur les enfants handicapés et faire une présentation synthétique des informations récoltées ;
- c) Identifier les personnes ressources capables d'apporter des informations pertinentes pour l'étude ;
- d) Proposer une méthode claire et précise lui permettant d'apprécier la situation des enfants et adolescents handicapés ;
- e) Concevoir les outils adéquats pour la réalisation de l'état ;
- f) Réaliser les entretiens semi-structurés et les discussions de groupes avec les enfants et adolescents et leurs parents ou proches ;
- g) Coordonner le traitement et l'analyse des données recueillies ;
- h) Rédiger les rapports à partir de l'analyse des informations recueillies.

L'Expert associé : en tant que socio-anthropologue, il/elle participe à la réalisation de l'étude. A ce titre, il/elle a pour tâches de :

- a) Participer à la revue documentaire et contribuer à la présentation synthétique des informations récoltées ;
- b) Contribuer à l'identification des personnes ressources capables d'apporter des informations pertinentes pour la recherche ;
- c) Participer à l'élaboration de la méthodologie de l'état des lieux ;
- d) Contribuer à la conception des outils adéquats pour la réalisation de l'enquête de terrain ;
- e) Réaliser les entretiens semi-structurés et les discussions de groupes avec les enfants en situation de handicaps y compris leurs parents ou proches ;
- f) Participer au traitement et à l'analyser des données recueillies ;

g) Contribuer à la rédaction des rapports à partir de l'analyse.

VI- ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS :

	PRINCIPALES ACTIVITES	Période (jours ouvrés)	
		Chef d'équipe	Expert associé
1	Recueil de données au registre social	2 jours	0
2	Revue documentaire	5 jours	3 jours
3	Elaboration et pré-validation des outils de collecte à tester	3 jours	3 jours
4	Validation des outils de collecte testés + formation des enquêteurs	3 jours	3 jours
5	Collecte des données sur le terrain	5 jours	10 jours
6	Traitement des données collectées	10 jours	10 jours
7	Analyse et élaboration du rapport de l'analyse	6 jours	3 jours
8	Présentation du rapport provisoire à l'équipe de suivi pour amendement	1 jour	1 jour
9	Préparation et tenue de l'atelier de validation du rapport	1 jour	1 jour
10	Finalisation du rapport de l'analyse et prise en compte des recommandations	4 jours	2 jours
	Total	40 jours	37 jours

Le cabinet travaillera sous la supervision de l'équipe de l'UNICEF :

Chef de section éducation : lead

Chef de section politique Sociale : co-lead.

Livrables et tranches de paiement

Task to be Performed (Indicate expected work to be performed.)	Deliverable(s) (Specify final outputs.)	Work Schedule (month/period covered)	TERMS OF PAYMENT (no more than 30% advance/ Final payment no less than 10%)
Activités de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> Une note de cadrage détaillée avec la méthodologie, les outils de collecte des données, et une esquisse de plan d'analyse. Cette note fera également ressortir, le point de vue/l'appréciation du cabinet par rapport aux TdRs et leur compréhension du travail attendu ainsi que le Chronogramme des activités 	Première quinzaine du mois d'octobre 2023	40%
Collecte, analyses des données sur le terrain et dans les ministères sectoriels et présentation des premiers résultats au cours d'un atelier	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport provisoire présentant les premiers résultats Un PowerPoint de présentation des premiers résultats de l'analyse des données 	Deuxième quinzaine de novembre 2023	30%
Premier draft du rapport	<ul style="list-style-type: none"> Rédaction d'un draft du rapport d'identification des facteurs favorisant l'inclusion scolaire sur la situation des enfants handicapés 	Première quinzaine du mois de décembre 2023	
Rédaction d'une note de plaidoyer pour faire avancer l'agenda relatif à l'inclusion sociale des enfants en situation d'handicap (5 pages maximum)	<ul style="list-style-type: none"> Note de plaidoyer pour faire avancer l'agenda relatif à l'inclusion sociale des enfants en situation d'handicap (5 pages maximum) 	Décembre 2023	30%
Production du rapport final de l'étude	<ul style="list-style-type: none"> Version finale du rapport prenant en compte les observations du comité de pilotage, y compris un résumé exécutif Une note de plaidoyer auprès de décideurs à différents niveaux, s'appuyant sur les principales conclusions du rapport. 	Décembre 2023	

VI – DUREE DE L'ETUDE

L'analyse situationnelle se déroulera durant une période 03 trois mois, du 01 octobre au 31 décembre 2023.

VII - CONDITIONS FINANCIERES ET BUDGET

L'analyse situationnelle des enfants et adolescents handicapés en Mauritanie sera exécutée dans le cadre de la Coopération entre la République Islamique de la Mauritanie et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

L'UNICEF payera charge les honoraires et autres émoluments de l'équipe de consultance selon l'offre technique valide par les deux parties, dans le respect des standards de la tarification en vigueur dans le Système des Nations Unies. Les experts devront disposer de leur propre matériel informatique. Il sera, en cas de besoin, mis à leur disposition à l'UNICEF, une salle de travail pour les éventuelles séances d'échanges.

ANNEXE 2 : REQUEST FOR PROPOSAL FOR SERVICES FORM

This FORM must be completed, signed and returned to UNICEF.
Proposal must be made in accordance with the instructions contained in this Request for Proposal for Services (RFPS).

TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT

Any Contract resulting from this RFPS shall contain UNICEF General Terms and Conditions for Institutional and Corporate Contracts and any other Specific Terms and Conditions detailed in this RFPS.

INFORMATION

Any request for information regarding this RFPS must be forwarded by email to the person who prepared this document, with specific reference to the RFPS number.

The Undersigned, having read the Terms and Conditions of RFPS No. **LRPS-2023-9185764** set out in the attached document, hereby offers to execute the services specified in this document.

Currency of Proposal: _____

Validity of Proposal: _____

Please indicate which of the following Early Payment Discount Terms are offered by you:
10 Days 3.0% _____ 15 Days 2.5% _____ 20 Days 2.0% _____ 30 Days Net _____ Other _____

Declaration

The undersigned, being a duly authorized representative of the Company, represents and declares that:

1.	The Company and its Management ¹ have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of any of the following:	YES	NO
	a. fraud	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	b. corruption	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	c. conduct related to a criminal organisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	d. money laundering or terrorist financing	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	<u>e. terrorist offences or offences linked to terrorist activities</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<u>f. sexual exploitation and abuse;</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<u>g. child labour, forced labour, human trafficking;</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<u>h. irregularity (non-compliance with any legal or regulatory requirement applicable to the Company or its Management).</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2.	The Company and its Management have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of grave professional misconduct.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.	The Company and its Management are not: bankrupt, subject to insolvency or winding-up procedures, subject to the administration of assets by a liquidator or a court, in an arrangement with creditors, subject to a legal suspension of business activities, or in any analogous situation arising from a similar procedure provided for under applicable national law.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision finding them in breach of their obligations relating to the payment of taxes or social security contributions.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found they created an entity in a different jurisdiction with the intent to circumvent fiscal, social or any other legal obligations in the jurisdiction of its registered office, central administration, or principal place of business (<i>creating a shell company</i>).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.	The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found the Company was created with the intent referred to in point (5) (<i>being a shell company</i>).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

The UNICEF reserves the right to disqualify the Company suspend or terminate any contract or other arrangement between the UNICEF and the Company, with immediate effect and without liability, in the event of any misrepresentation made by the Company in this Declaration.

It is the responsibility of the Company to immediately inform the UNICEF of any changes in the situations declared.

This Declaration is in addition to, and does not replace or cancel, or operate as a waiver of, any terms of contractual arrangements between the UNICEF and the Company.

Signature: _____

Date: _____

Name and Title: _____

Name of the Company: _____

UNGM #: _____

Postal Address: _____

Email: _____

Annexe 3 : CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS INSTITUTIONNELS DE L'UNICEF

1. Confirmation de réception

La signature et la remise de la confirmation de réception d'une copie du Contrat émis par l'UNICEF ou le fait de commencer les travaux définis dans le Contrat constitueront la confirmation d'un arrangement liant l'UNICEF et le prestataire.

2. Date de livraison

La Date de Livraison est celle où la prestation définie par le Contrat est livrée au lieu indiqué dans les termes du Contrat.

3. Modalités de paiement

(a) A moins d'autres conditions stipulées dans le Contrat, le paiement sera effectué par l'UNICEF au plus tard 30 jours après la présentation de la facture du prestataire, après que la prestation ait été validée conforme au Contrat par l'UNICEF.

(b) Le paiement effectué suivant la facture mentionnée ci-dessus reflètera toute ristourne prévue selon les termes de paiement, sous réserve que le paiement soit effectué dans le délai prévu par les termes de paiement définis dans le Contrat.

(c) Les prix indiqués dans le Contrat ne pourront être augmentés à moins d'un accord de l'UNICEF

4. Limites de l'Engagement Financier

Aucune augmentation de l'engagement financier de l'UNICEF ou des coûts de prestation pouvant résulter de changements dans la conception, les modifications ou l'interprétation des termes de référence ne sera autorisée ou payée au prestataire sauf accord de l'autorité contractante au moyen d'un amendement du Contrat avant l'inclusion de ces modifications dans la prestation.

5. Exemption de Taxes

La Section 7 de la Convention sur les Immunités et Privilèges des Nations Unies stipule, inter alia, que l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, bénéficie de l'exonération de toutes taxes directes et de toutes redevances douanières concernant l'importation et l'exportation d'articles destinés à son usage officiel. Par conséquent, le prestataire autorise l'UNICEF à déduire de sa facture tout montant correspondant aux droits et taxes qui auraient été facturés à l'UNICEF par le prestataire. Le paiement du montant de la facture rectifiée dans ce sens représentera le paiement intégral par l'UNICEF. En cas de refus par une autorité fiscale de reconnaître l'exonération de taxes par les Nations Unies, le prestataire consultera immédiatement l'UNICEF pour décider d'une procédure acceptable pour les deux parties.

Par conséquent, le prestataire autorise l'UNICEF à déduire de la facture tout montant représentant des taxes, droits ou charges fiscales à moins d'une consultation préalable de l'UNICEF avant le paiement de la facture, à moins que l'UNICEF ait spécifiquement autorisé le prestataire à régler ces taxes, droits ou charges contestées. Auquel cas le prestataire soumettra à l'UNICEF la preuve écrite du paiement des taxes, droits ou charges dûment autorisées.

6. Statut Légal

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut légal de prestataire indépendant vis-à-vis de l'UNICEF. Le personnel et ses sous contractants ne seront, en aucun cas, considérés comme employés ou agents de l'UNICEF.

7. Responsabilité du prestataire vis-à-vis de ses employés

Le prestataire assumera la responsabilité de la compétence professionnelle et technique de ses employés et sélectionnera, pour la réalisation de la prestation faisant l'objet du Contrat, des individus de confiance pouvant assurer la bonne exécution du contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à un devoir de conduite morale et éthique de haut niveau.

8. Indemnisation

Le prestataire sera tenu, à ses frais, d'indemniser, protéger et défendre l'UNICEF, ses cadres, agents, personnel et employés contre tous procès, plaintes, requêtes ou responsabilités de toute nature, y compris les coûts et dépenses résultant d'actions ou omissions du prestataire, de ses employés ou sous-traitants, dans l'exécution du Contrat. La présente réserve s'étendra, inter alia, à toutes plaintes et responsabilités concernant la compensation des ouvriers, la responsabilité concernant la qualité de la prestation ainsi que toute responsabilité dans l'utilisation d'inventions, de matériels patentés, d'articles brevetés et toute autre propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, responsables, agents, travailleurs ou sous-traitants. Les obligations couvertes par le présent Article ne sont pas annulées à la fin du contrat.

9. Assurances et obligations envers de tierces personnes.

(a) Le prestataire sera tenu d'assurer et de maintenir une couverture d'assurance contre tous les risques couvrant les biens et équipements destinés à l'exécution de ce Contrat.

(b) Le prestataire fournira et maintiendra une obligation d'assurance de compensation et de responsabilité envers ses employés pour la couverture de demandes de dommages et intérêts pour décès, blessures corporelles ou dommages de biens, résultant de l'exécution de ce Contrat. Le prestataire justifiera également une assurance en responsabilité envers ses sous-traitants.

(c) Le prestataire sera également tenu de fournir et de maintenir une assurance en responsabilité d'un montant adéquat pour couvrir les demandes de dommages de la part de tiers pour cause de décès, blessure corporelle ou dommages de biens résultant en relation avec l'exécution de ce Contrat ou en raison d'utilisation de véhicules, bateaux, avions ou tout autre équipement appartenant ou loués par le prestataire ou par ses agents, employés ou sous-traitants chargés d'exécuter des travaux ou services dans le cadre du Contrat.

(d) A l'exception de l'assurance d'indemnisation des ouvriers, les polices d'assurance sous le présent Article :

(i) incluront l'UNICEF en qualité d'assuré additionnel ;

(ii) stipuleront une clause de renonciation de subrogation des droits du prestataire par l'assuré contre l'UNICEF

(iii) Stipuleront un préavis par écrit de trente (30) jours qui devra être appliqué pour toute annulation ou modification de la couverture d'assurance.

10. Les Sources d'instructions

Le prestataire ne recherchera ni n'acceptera, en aucun cas, des instructions émanant d'une autorité autre que l'UNICEF, pour l'exécution de ses engagements contractuels. Le prestataire n'entreprendra aucune action pouvant porter préjudice à l'UNICEF ou aux Nations Unies et accomplira dûment ses engagements dans le meilleur intérêt de l'UNICEF.

11. Gages, nantissements, privilèges

Le prestataire ne pourra pas et ne permettra à qui que ce soit que des gages, privilèges et/ou nantissements soient placés ou garder dans des dossiers d'organismes publics ou dans un dossier avec l'UNICEF sur les montants dus ou qui seraient dus dans le cadre de ce contrat, ni à la suite toute autres réclamations ou requêtes contre le prestataire.

12. Propriété des équipements

Les équipements et fournitures fournis par l'UNICEF demeurent propriété de l'UNICEF et seront restitués à l'UNICEF à la fin de ce Contrat ou lorsque leur utilisation n'est plus requise par le prestataire. Ces équipements seront restitués à l'UNICEF dans le même état de leur remise au prestataire, sous réserve des usures normales.

13. Droits, Modèles et autres Droits de Propriété

L'UNICEF détiendra la propriété intellectuelle et autres droits de propriété y compris, sans que cela ne soit limitatif, les patentes, droits de propriété et marques, pour tous les documents et autres matériels directement liés, préparés ou collectés pour et durant l'exécution de ce Contrat. A la demande de l'UNICEF, le prestataire veillera à prendre toutes les actions nécessaires, produire les documents requis et assister d'une manière générale au respect de ces droits de propriété et les remettre à l'UNICEF, en conformité avec les lois en vigueur.

14. Nature confidentielle des documents

(a) tous dessins, cartes, photographies, mosaïques, plans, rapports, recommandations, devis, documents et autres données collectées ou reçus par le prestataire dans le cadre du Contrat resteront propriété de l'UNICEF, considérés confidentiels et remis aux seuls responsables autorisés de l'UNICEF à la fin de la prestation couverte par le Contrat.

(b) Le prestataire pourra communiquer en aucune manière ni à tout moment au gouvernement ou toute autre autorité extérieure à l'UNICEF, des informations qu'il aura recueillies dans le cadre de son association avec l'UNICEF si elles ne sont pas du domaine public, sauf autorisation de l'UNICEF. Le prestataire ne pourra utiliser lesdites informations à son avantage personnel. Ces obligations demeurent valides au-delà de la fin de ce contrat avec l'UNICEF.

15. Force Majeure ; autres modifications dans les conditions

(a) Dans l'éventualité de cas constituant force majeure, de changements ou immédiatement après leur occurrence, le prestataire en informera l'UNICEF d'une manière détaillée et par écrit lorsque ces cas ou changements constituent un obstacle à la bonne exécution des obligations et responsabilités du prestataire dans le cadre du Contrat. Le prestataire informera également l'UNICEF de tous changements dans les conditions ou événements qui interfèrent ou menacent les opérations du prestataire dans le cadre du Contrat. A réception de l'information sous cet article, UNICEF prendra, à sa seule discrétion, les mesures adéquates ou nécessaires dans ces circonstances, y compris une prolongation raisonnable du délai accordé au prestataire pour la réalisation de ses obligations dans le cadre du Contrat.

(b) Si le prestataire est dans l'incapacité permanente, totale ou partielle d'assumer les obligations et responsabilités stipulées par le Contrat en raison d'une force majeure, l'UNICEF aura le droit de suspendre ou de résilier ce Contrat conformément aux mêmes termes et conditions de l'article 16 « Résiliation », à l'exception d'une période de préavis de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.

(c) Le terme Force Majeure est utilisé dans cet Article pour qualifier les catastrophes naturelles, conflits (déclarés ou non), invasion, révolution, insurrection ou autres actes de nature ou force similaires.

16. Résiliation

A défaut par le prestataire de livrer partie ou totalité des produits dans les délais prescrits dans le Contrat, de non-respect des termes, conditions ou obligations du Contrat, de banqueroute, liquidation ou insolvabilité, ou lorsque le prestataire est assigné à cession à ses créanciers ou dans le cas de nomination d'un administrateur judiciaire pour insolvabilité du prestataire, l'UNICEF peut, sans préjudice de tout autre droit ou action pouvant être appliqués conformément aux termes et conditions, résilier tout ou partie du contrat sous préavis de trente (30) jours.

L'UNICEF se réserve le droit de résilier le contrat sans justification et à tout moment, sous préavis par écrit de trente (30) jours adressé au prestataire, auquel cas UNICEF remboursera au prestataire les coûts d'un montant raisonnable qui auront été engagés par le prestataire jusqu'au moment de réception du préavis de résiliation.

En cas de résiliation du contrat, l'UNICEF ne paiera au prestataire que les travaux et services effectués de manière satisfaisante conformément aux termes du Contrat.

A partir de la date du préavis, le prestataire ne pourra plus prétendre à des paiements supplémentaires mais restera responsable vis à vis de l'UNICEF de toute perte ou dommage raisonnables encourus par l'UNICEF en raison de la défaillance. Le prestataire ne sera pas tenu responsable de toute perte ou dommage encourus dans le cadre du Contrat si la défaillance dans l'exécution du Contrat est causée par un cas de force majeure.

A la résiliation du contrat, l'UNICEF peut demander au prestataire de livrer les tâches qui auraient été complétées, validées mais non livrées jusqu'à la date de notification, ainsi que tous matériels ou procédé d'opération spécifiquement relié à ce Contrat. Sous réserve de déductions réclamées par l'UNICEF en relation avec le contrat ou sa résiliation, l'UNICEF paiera la valeur des prestations qui auront été effectuées de manière satisfaisante.

Les procédures d'arbitrage énoncées dans l'article 22 "règlement de litiges" n'ont pas valeur de résiliation du Contrat.

17. Sous-traitance

Tout appel aux services de sous-traitants par le prestataire devra faire l'objet d'une revue et autorisation préalables de l'UNICEF. Cette autorisation ne relèvera pas le prestataire de ses obligations dans le cadre de ce Contrat. Les termes de toute sous-traitance devront être en relation et en conformité avec les provisions du Contrat.

18. Cession et insolvabilité

Sauf autorisation écrite de l'UNICEF, le prestataire ne pourra céder, transférer, gager ou effectuer d'autres actions de cession de tout ou partie des droits et obligations du prestataire dans le cadre du Contrat.

En cas d'insolvabilité ou de modification de l'autorité du prestataire pour cause d'insolvabilité, l'UNICEF peut, sans préjudice d'autres droits ou actions, résilier le Contrat par notification écrite.

19. Utilisation des dénominations et emblèmes NATIONS UNIES et UNICEF :

Le prestataire n'est pas autorisé, en aucune manière, à utiliser la dénomination, l'emblème ou le cachet officiels des Nations Unies ou de l'UNICEF, ni toute abréviation de dénominations.

20. Implication de membres du personnel

Le prestataire se porte garant qu'aucun membre du personnel de l'UNICEF ou des Nations Unies n'aura reçu ou recevra du prestataire des avantages directs ou indirects en relation avec ce Contrat. Le prestataire admet que la violation de cette disposition constitue une violation d'un terme majeur du Contrat.

21. Interdiction de publicité

Sauf autorisation spécifique de l'UNICEF, le prestataire ne pourra utiliser le nom de l'UNICEF aux fins de publicité ni divulguer la fourniture de biens ou services à l'UNICEF sans autorisation expresse de celle-ci.

22. Règlement de litiges

Règlement à l'amiable

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différent, controverse ou réclamation concernant ce Contrat ou toute violation, résiliation ou invalidité de celui-ci. Le règlement à l'amiable, en conciliation entre les deux parties, s'appliquera suivant les règles de conciliation de l'UNCITRAL ou par toute autre procédure convenue entre les deux parties.

Arbitrage

A moins d'un règlement à l'amiable, conformément à l'article ci-dessus dans un délai de soixante (60) jours après la réception par l'une ou l'autre des parties d'une demande de règlement à l'amiable, tout litige, controverse ou réclamation survenant dans le cadre du Contrat, entre les deux parties, concernant la violation, la résiliation ou l'invalidité du Contrat, seront soumis à arbitrage selon les règles d'arbitrage de la CNUDCI. La décision d'attribution de dommages ne relève pas du tribunal d'arbitrage. De même, la décision de paiement d'intérêts excédant six pour cent (6%) ne relève pas du tribunal d'arbitrage, qui se limitera ainsi au plus simple. Les parties seront liées par la décision d'arbitrage qui sera considérée comme l'adjudication définitive de la controverse, réclamation ou litige concernés.

23. Immunités et privilèges

Les immunités et privilèges des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, ne pourront être révoqués.

24. Travail des Enfants

L'UNICEF souscrit entièrement à la Convention sur les Droits des Enfants et attire l'attention de tous les fournisseurs potentiels sur l'Article 323 de la Convention qui exige inter alia la protection des enfants contre tout travail présentant des risques ou ayant une implication sur leur éducation ou pouvant être dangereux pour leur santé ou leur développement physique, mental, spirituel ou social.

25. Mines anti-personnel

L'UNICEF soutient l'interdiction internationale de production de mines anti-personnel. Des milliers de personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués ou blessés par des mines anti-personnel. Les mines anti-personnel représentent un sérieux obstacle au retour des personnes déplacées de leurs lieux de résidence en raison de conflits autour de leurs villages et foyers. L'UNICEF a par conséquent, décidé de ne pas se procurer des produits auprès d'entreprises qui commercialisent ou fabriquent des mines anti-personnel ou leurs composantes.

26. Autorisation de modification

Aucune modification ni changement du Contrat, aucune annulation de ses termes ni relation contractuelle additionnelle d'aucune sorte seront valables ni applicables contre l'UNICEF à moins qu'elles ne soient validées par un amendement du Contrat, signé et autorisé par l'autorité officielle de l'UNICEF.

27. Remplacement de personnel

L'UNICEF se réserve le droit de demander le remplacement d'employés du prestataire en raison de performances jugées insatisfaisantes. Après une notification par écrit, le prestataire présentera à l'étude et accord de l'UNICEF le CV des candidats appropriés dans les trois (3) jours. Le prestataire devra remplacer le personnel non satisfaisant dans un délai de sept (7) jours après la sélection par l'UNICEF.

Dans l'indisponibilité, pour quelque raison, d'un ou de plusieurs membres du personnel clés du personnel pour les prestations comprises dans le Contrat, le prestataire (i) en informera l'UNICEF au moins quatorze (14) jours à l'avance et (ii) obtiendra l'accord de l'autorité chargée du projet avant d'effectuer le remplacement du personnel clé. Le personnel clé consiste en :

(a) Personnel identifié comme des personnes clés dans la proposition (au moins partenaires, directeurs, auditeurs senior), ceux qui seront responsabilisés pour une bonne exécution du contrat.

(b) Personnel dont les CV auront été soumis avec la proposition et,

(c) Individus qualifiés de personnel clé dans le Contrat

Dans sa notification au responsable du projet, le prestataire fournira des explications sur les circonstances qui justifient les remplacements proposés et soumettra, avec le plus de détails possibles, les justificatifs et qualifications du personnel de remplacement pour permettre une évaluation de l'impact sur l'engagement.

L'accord de l'UNICEF pour le personnel de remplacement ne libère par le prestataire de ses responsabilités dans ses engagements dans le cadre du Contrat.

Merci de signer et de cacheter avec la mention "lu et approuve"

Nom du Représentant de l'Entreprise

Date

Nom de l'Entreprise

Cachet de l'Entreprise